

Frédéric Bamvuginyumvira condamné à cinq ans de prison ferme

Àrib News, 16/01/2015 – Source AFP – Burundi : un des leaders de l'opposition condamné à cinq ans de prison pour corruption active. Le vice-président du parti d'opposition Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), Frédéric Bamvuginyumvira (photo), a été condamné à cinq ans de prison ferme pour corruption active, a annoncé vendredi son avocat, annonçant une manœuvre politique pour l'écarter de la course électorale. « La Cour anti-corruption du Burundi a rendu son verdict (jeudi), elle vient de condamner M. Bamvuginyumvira à cinq ans de prison et 200.000 francs burundais (205 euros) d'amende pour corruption active », a déclaré son avocat, Me Fabien Segatwa.

« Mon client a comparu libre, et il va le rester puisqu'on a décidé de faire appel », a-t-il poursuivi, soulignant que cette condamnation écartait son client d'office de la course électorale en cours. M. Bamvuginyumvira, vice-président du Burundi lors de la première transition (1998-2001) est une personnalité réputée incorruptible, très respectée au Burundi. Il était pressenti comme candidat unique de l'opposition radicale regroupée au sein de l'ADC-Ikibiri pour les élections de 2015. A ce titre, il était perçu comme l'un des plus sérieux concurrents du chef de l'Etat Pierre Nkurunziza, qui n'a jamais caché son intention de briguer un troisième mandat. « On s'y attendait, car le régime de Pierre Nkurunziza a décidé d'écraser l'opposition avant les élections de cette année », a réagi jeudi soir M. Bamvuginyumvira par téléphone. « Je suis condamné dans une affaire montée de toute pièce pour des raisons politiques, pour m'éliminer de la course électorale », a insisté ce leader de l'opposition. M. Bamvuginyumvira, 52 ans, a été arrêté en compagnie d'une femme début décembre 2013, à bord de son véhicule. L'accusation avait soutenu l'avoir appréhendé en train d'avoir des relations sexuelles (...) dans une maison de bauche à Bujumbura début décembre. Accusé dans un premier temps d'adultère, il a finalement été poursuivi pour tentative de corruption. On l'a condamné pour avoir essayé de soudoyer l'agent qui l'avait arrêté, ce qu'il a toujours nié en dénonçant un montage politique. Il avait bénéficié, pour raison de santé, d'une libération sous caution, en mars 2014, après quatre mois de détention préventive. « Les intentions du pouvoir de Bujumbura sont très claires, ils veulent éliminer toute l'opposition avant les élections de 2015 », a déclaré jeudi le président du Frodebu et président de l'ADC-Ikibiri, Léonce Ngendakumana. M. Ngendakumana a été condamné lui-même le 2 octobre 2015 à un an de prison ferme pour dénonciation calomnieuse, diffamation et haine raciale contre le parti au pouvoir, pour le contenu d'une lettre envoyée en février au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Dans cette lettre, il accusait le parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, de préparer un plan comparable à celui qui a débouché sur le génocide au Rwanda voisin en 1994. Restrictions de l'espace politique, entraves aux libertés, opposants vaincus... Le président burundais Pierre Nkurunziza est accusé de faire le vide autour de lui, à moins de six mois d'une présidentielle cruciale au Burundi. L'histoire du Burundi est jalonnée de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006. Les précédentes élections de 2010, boycottées par l'opposition avaient débouché sur des violences.